

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

\*\*\*\*\*

**SMICOTOM**  
**SYNDICAT MEDOCAIN pour la COLLECTE et le**  
**TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES**

**PROCES VERBAL DU COMITE SYNDICAL**

*Séance du vendredi 18 juin 2021 à 9h30*

*En exercice : 32*

*Présents : 20*

*Votants : 24*

*Les membres du Comité syndical du SMICOTOM convoqués le 7 juin deux mille vingt et un, se sont réunis à la salle des fêtes de la commune de SAINT-ESTEPHE sous la présidence de Monsieur Yves BARREAU, Président.*

**Délégués titulaires présents :**

**Médoc Cœur de Presqu'île :** Mesdames Marie-José CLIPET, Michelle SAINTOUT, Béatrice SAVIN, Messieurs Jean-Pierre LATERRADE, Philippe BUGGIN, Serge RAYNAUD, Didier ANTRAS, Dominique TURON.

**Médoc Atlantique :** Messieurs Patrick GRELLETY, Christian BOURA, Bernard ESCHENBRENNER, Yves BARREAU, Gilles CHAVEROUX, Jean-Claude LACROIX, Jean-Luc PIQUEMAL

**Délégués suppléants avec voix délibératives :**

**Médoc Cœur de Presqu'île :** Messieurs Bernard GARDEY, Jean-Luc BAUMANN, Marc POUEY.

**Médoc Atlantique :** Messieurs Laurent BELLARD, Régis INDA.

Monsieur CUYPERS donne pouvoir à Monsieur ANTRAS.

Monsieur OLIVIER donne pouvoir à Monsieur BARREAU.

Monsieur FATIN donne pouvoir à Monsieur RAYNAUD.

Monsieur FEVRIER donne pouvoir à Madame SAINTOUT

**Monsieur serge RAYNAUD est élu Secrétaire de séance.**

80 03

## **Ordre du jour :**

1. Adoption du procès-verbal de la réunion du 9 Avril 2021
2. Délibération N°2021/17 : Rapport annuel sur la qualité et le prix du service public
3. Délibération N°2021/18 : Création d'emploi adjoint administratif
4. Délibération N°2021/19 : Création d'emploi adjoint technique à temps non complet
5. Délibération N°2021/20 : Création d'un emploi adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet
6. Délibération N°2021/21 : Création d'emploi pour un poste d'attaché territorial
7. Délibération N°2021/22 : Participation à une étude mutualisée sur le traitement des déchets non recyclables
8. Délibération N°2021/23 : Cession d'actions de la SPL TRIGIRONDE – entrée au capital de la SPL de la CDC Convergence Garonne
9. Délibération N°2021/24 : décision modificative n°1 liée à la cession des actions de la SPL TRIGIRONDE et le rachat de l'installation biogaz
10. Délibération N°2021/25 : Mise en place du RIFSEEP pour la filière administrative pour les catégories A
11. Délibération N°2021/26 : Adoption du contrat de relance et de transition écologique (CRTE)
12. Questions diverses

Monsieur Yves BARREAU, Président, salue l'ensemble des délégués présents et remercie madame Michelle SAINTOUT d'accueillir les membres du comité dans la salle des fêtes de la commune de Saint-Estèphe.

**Après avoir pris connaissance des projets de délibérations proposés par le Président du SMICOTOM, Monsieur Yves BARREAU, le Comité Syndical a délibéré sur les projets inscrits à l'ordre du jour.**

<b>1-Adoption du procès-verbal de la réunion du 9 Avril 2021</b>
--

Le procès-verbal de la réunion du 9 Avril 2021, n'appelant pas d'observation, est adopté à l'unanimité.

<b>AFFAIRE N° 2021/17</b> <b>RAPPORT ANNUEL SUR LA QUALITE ET LE PRIX DU SERVICE PUBLIC</b> <b>D'ELIMINATION DES DECHETS</b>
--

## **Rapport :**

Monsieur le Président rappelle que l'article L 5211-39 du Code général des collectivités territoriale, codifié en vertu de l'article 40 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale stipule que :



*« Le président de l'Etablissement Public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au Maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'Etablissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire en Conseil Municipal, en séance publique... ».*

***Pour notre Syndicat mixte, les Communautés de Communes membres se sont substituées aux communes.***

*De plus, le décret n° 2000-404 du 11 mai 2000 prévoit en son article 1 que : « le Maire présente au conseil municipal (ou le Président de l'EPCI présente en son assemblée délibérante), un rapport annuel sur la qualité et le prix du service public d'élimination des déchets.*

*Ce rapport est présenté au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné lors de l'examen du compte administratif de la commune ou de l'établissement public ».*

***L'article 2 de ce même décret, précise que :***

*« Lorsque la compétence en matière d'élimination des déchets ménagers et aussi assimilés a été transférée à un Etablissement Public de Coopération Intercommunale, le contenu du rapport sur la qualité et le prix du service est intégré dans le rapport prévu à l'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales.*

*Le contenu du rapport annuel à intégrer dans le rapport prévu à l'article L.5211-39 concerne uniquement la partie des indicateurs techniques et financiers devant y figurer obligatoirement ».*

*Notre Syndicat entrant dans le champ d'application de ces deux réglementations, il a donc l'obligation légale de présenter, lors du vote du compte administratif de l'exercice clos, un rapport retraçant l'activité de notre Etablissement Public, intégrant les indicateurs techniques et financier prévu par le décret du 11 mai 2000.*

*Après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité des membres présents et représentés,*

- ***APPROUVE*** le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public d'élimination des déchets pour l'exercice 2020.

***Pas d'observation – Unanimité***



<p style="text-align: center;"><b>AFFAIRE N° 2021/18</b> <b>CREATION D'UN EMPLOI D'ADJOINT ADMINISTRATIF TERRITORIAL</b> <b>A TEMPS COMPLET</b></p>
---

**Rapport :**

*Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,*

*Monsieur le Président informe les membres de l'Assemblée qu'en prévision du départ à la retraite d'un agent en charge de la comptabilité, il convient de prévoir la création d'un emploi permanent d'adjoint administratif Territorial à temps complet (35/35èmes).*

\*\*\*\*\*

*Après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité des membres présents et représentés,*

❖ **Autorise** Monsieur le Président à créer :

- *1 emploi d'adjoint administratif à temps complet (35/35), en qualité « d'assistante de gestion, financière et budgétaire », à compter du 1<sup>er</sup> août 2021,*
- *Les crédits nécessaires sont prévus au budget principal 2021*

***Pas d'observation – Unanimité***

<p style="text-align: center;"><b>AFFAIRE N° 2021/19</b> <b>CREATION D'UN EMPLOI D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL</b> <b>A TEMPS NON COMPLET</b></p>
---

**Rapport :**

*Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,*

*Monsieur le Président informe les membres de l'Assemblée qu'en raison de l'augmentation des jours d'ouverture de la recyclerie ainsi que la mise en place d'un service « apport direct d'objets » pour les usagers, il convient de prévoir la création d'un emploi permanent d'adjoint technique Territorial à temps non complet (30/35èmes).*

\*\*\*\*\*

*Après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité des membres présents et représentés,*

❖ **Autorise** Monsieur le Président à créer :

- 1 emploi d'adjoint technique à temps non complet (30/35), en qualité « d'agent valoriste », à compter du 6 août 2021,
- Les crédits nécessaires sont prévus au budget principal 2021

**Pas d'observation - Unanimité**

<p style="text-align: center;"><b>AFFAIRE N° 2021/20</b> <b>CREATION D'UN EMPLOI D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL</b> <b>A TEMPS NON COMPLET</b></p>
---

**Rapport :**

*Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,*

*Monsieur le Président informe les membres de l'Assemblée qu'en prévision du départ par voie de mutation d'un agent en charge de la gestion des carrières et de la paie, il convient de prévoir la création d'un emploi permanent d'adjoint administratif principal de 2eme classe à temps complet (35/35èmes).*

\*\*\*\*\*

*Après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité des membres présents et représentés,*

❖ **Autorise** Monsieur le Président à créer :

- 1 emploi d'adjoint administratif principal de 2eme classe à temps complet (35/35), en qualité « de gestionnaire de carrière et de paie », à compter du 16 juillet 2021,
- Les crédits nécessaires sont prévus au budget principal 2021 sur le chapitre « 012 »

**Pas d'observation - Unanimité**



**AFFAIRE N° 2021/21**  
**CREATION D'UN EMPLOI D'ATTACHE TERRITORIAL**  
**A TEMPS COMPLET**

**Rapport :**

*Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,*

*Monsieur le Président informe les membres de l'Assemblée que suite à l'ouverture d'un poste de responsable administratif et financier, il convient de prévoir la création d'un emploi permanent d'attaché territorial à temps complet (35/35èmes) en vue d'un recrutement.*

\*\*\*\*\*

*Après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité des membres présents et représentés,*

❖ **Autorise** Monsieur le Président à créer :

- *1 emploi d'attaché territorial à temps complet (35/35), en qualité « responsable administratif et financier », à compter du 16 juillet 2021,*
- *Les crédits nécessaires sont prévus au budget principal 2021 sur le chapitre « 012 »*

***Pas d'observation – Unanimité***

**AFFAIRE N° 2020/22**  
**ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDE POUR UNE PARTICIPATION A UNE**  
**ETUDE D'OPPORTUNITE POUR LE TRAITEMENT AUTONOME DES DECHETS**  
**RESIDUELS EN GIRONDE**

**Rapport :**

*Le coût du traitement des déchets a commencé à subir en Gironde une forte augmentation, qui a vocation à se poursuivre dans les années à venir. Si cette augmentation ne pourra être jugulée qu'en réduisant drastiquement la quantité de déchets à éliminer, elle nécessite également de maîtriser le coût unitaire de traitement d'une tonne de déchets. Une des voies à privilégier pour atteindre une maîtrise des coûts à long terme est l'autonomie publique de traitement, pour dégager les collectivités des stratégies commerciales des acteurs privés, qui plus est lorsqu'ils sont en situation de monopole.*

*Pour fonder la réflexion dans la recherche d'une autonomie de traitement collective, il convient de dessiner le cadre de cette autonomie sur les plans techniques, économiques et juridiques, au travers d'une étude d'opportunité.*



*Les intercommunalités girondines soutiennent cette démarche : SICTOM Sud Gironde, SEMOCTOM, SMICOTOM, SMICVAL, COBAS, COBAN, USTOM, Bordeaux Métropole et communauté de communes de Montesquieu, Médoc-Estuaire, Médulienne, Convergence-Garonne et Jalle Eau Bourde.*

*Pour ce faire, il est proposé d'adhérer à un groupement de commandes dont le coordonnateur et maitre d'ouvrage sera le Smicval.*

*A ce titre, le Smicval procédera à l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant, la notification et l'exécution du marché*

*Les modalités précises d'organisation et de fonctionnement du groupement sont formalisées dans la convention constitutive jointe au présent rapport.*

*Le montant de la prestation est estimé à 40 000 € HT ou 48 000 € TTC. Ce montant serait financé par chacune des intercommunalités, au prorata de leur population Insee 2020 subventions déduites.*

*La prestation d'une durée de 6 mois comprendra 3 phases d'études.*

*En conséquence, il apparaît aujourd'hui nécessaire :*

- *D'adhérer au groupement de commande,*
- *D'accepter les termes de la convention constitutive de groupement, annexée à la présente délibération,*
- *D'autoriser Madame ou Monsieur le Président à signer la convention constitutive de groupement et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération*
- *D'autoriser le coordonnateur à signer les avenants à la convention constitutive*
- *D'autoriser le coordonnateur à signer le marché à intervenir pour le compte du syndicat/ de la CDC de x*

*Après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité des membres présents et représentés,*

- ***DECIDE d'adhérer au groupement de commande***
- ***ACCEPTE les termes de la convention constitutive de groupement***
- ***AUTORISE Monsieur le Président à signer la convention constitutive du groupement et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération***

***Pas d'observation – Unanimité***



**CESSION D' ACTIONS DE LA SPL TRIGIRONDE – ENTREE AU CAPITAL DE LA SPL DE  
LA CDC CONVERGENCE GARONNE**

**RAPPORT**

**1.**

La Communauté de communes (CDC) Convergence Garonne (27 communes pour plus de 32 000 habitants, et dont le siège est à Podensac), a participé à l'étude territoriale pilotée par l'ADEME et aux études préalables à la constitution d'une société publique locale (SPL). Cet EPCI a donc fait partie des 9 collectivités engagées dans le premier projet de création d'une SPL, les élus de la CDC ayant d'ailleurs délibéré en ce sens.

Toutefois, seuls les EPCI ayant la compétence « traitement des déchets » pouvaient adhérer à la SPL. Or, la CDC Convergence Garonne avait transféré cette compétence à l'UCTOM, lequel a refusé de participer à la création d'une SPL, empêchant la CDC Convergence Garonne d'entrer au capital de la SPL.

Ceci étant, contraint par les exigences réglementaires, et notamment celles concernant la généralisation de l'extension des consignes de tri pour la fin de 2022, le SMICVAL, le SEMOCTOM, le SMICOTOM, le SICTOM Sud Gironde, la Communauté de communes Médoc Estuaire, et la Communauté de communes Médullienne se sont donc engagés dans une démarche de création de la SPL TRIGIRONDE, avec pour objet le transfert, transport et tri des collectes sélectives d'emballages (hors verre) et /ou de papiers de ses membres, y compris commercialisation des produits valorisables et traitement des refus de tri.

En sa qualité de SPL, TRIGIRONDE est une Société anonyme (SA) dont le régime est prévu par l'article L.1531-1 du code général des collectivités locales (CGCT), et dont la particularité est d'avoir un capital comprenant exclusivement des collectivités locales et leurs groupements.

Son siège social est situé au 8 route de la Pinière à Saint-Denis-de-Pile ; elle est aujourd'hui immatriculée au RCS de Libourne sous le n° 852 191 253.

L'objet social de cette SPL porte notamment « *sur la conception, la réalisation et l'exploitation/maintenance du centre de tri de déchets ménagers et assimilés sur le site - 8 Route de la Pinière, 33910 Saint-Denis-de-Pile* ».

Or, la capacité du futur centre de tri de la SPL TRIGIRONDE permet, dans certaines limites, d'absorber les besoins de futurs actionnaires, dont ceux de la CDC Convergence Garonne.

**2.**

Le 19 février 2020, le Conseil Communautaire de la CDC Convergence Garonne a délibéré pour prendre acte de la cessation d'activité de l'UCTOM la Brède-Podensac et de la procédure de dissolution à venir.

La CDC Convergence Garonne a donc repris la compétence en matière de traitement des déchets.

Par la suite, en Bureau des Maires, puis le 24 février dernier en Conseil Communautaire, les élus de la CDC Convergence Garonne ont voté en faveur d'une demande d'adhésion à la SPL TRIGIRONDE.





Pour la SPL TRIGIRONDE, l'adhésion de la CDC Convergence Garonne renforce le projet politique et réduit le coût de tri par habitant. En effet, le coût d'investissement des bâtiments et du process est divisé par un nombre de tonnes plus important. De plus, sur les 27 communes qui composent la CDC Convergence Garonne, pour 14 d'entre elles la collecte des ordures ménagères est assurée par un actionnaire de la SPL (SEMOCTOM 13 communes et SICTOM Sud Gironde 1 commune). L'adhésion de la CDC Convergence Garonne améliore la cohérence territoriale du projet.

Lors du Conseil d'Administration du 11 mars dernier de la SPL TRIGIRONDE, les actionnaires ont répondu favorablement à la demande d'adhésion. La SPL étant assimilée à une Société anonyme, l'adhésion se traduit par une entrée au capital, et donc par la détention d'actions.

Le Conseil d'administration, par son vote le 03 mai dernier, a fixé comme modalités d'entrée au capital de la CDC Convergence Garonne, l'achat d'actions par cette collectivité aux 6 autres actionnaires.

### 3.

Conformément à l'article 12.4 des Statuts, le SMICOTOM doit aujourd'hui autoriser la cession d'une partie de ses actions à la CDC Convergence Garonne.

Les 5 autres actionnaires adopteront la même démarche afin que la CDC Convergence Garonne puisse faire l'acquisition de 3,82% du capital de la SPL (NB : ce taux correspondant à sa population DGF -base 2017- qui a servi au calcul du %age d'apport en capital lors de la création de la SPL).

Rappelons qu'au titre des Statuts, la valeur d'une action est de 1€.

	Situation actuelle		Nouvelle répartition suite cession		Nbre d'actions à céder
	% du capital	nbre actions	% du capital	nbre d'actions	
LE SMICVAL	39,57%	494 650	38,06%	475 754	18 896
Le SEMOCTOM	24,08%	300 956	23,16%	289 465	11 491
Le SMICOTOM	14,78%	184 739	14,22%	177 690	7 049
Le SICTOM Sud Gironde	12,40%	155 061	11,93%	149 143	5 918
La CDC Médoc Estuaire	5,19%	64 856	4,99%	62 380	2 476
La CDC Médullienne	3,98%	49 739	3,83%	47 841	1 898
La CDC Convergence Garonne	néant	néant	3,82%	47 728	
	1 250 000		1 250 000		47 728

Le SMICOTOM va ainsi céder 7 049 actions à la CDC Convergence Garonne pour 7 049 €. La recette de cette vente sera perçue par le SMICOTOM.

D'une façon générale, le SMICVAL, le SEMOCTOM, le SMICOTOM, le SICTOM SUD GIRONDE, la CDC Médoc Estuaire, la CDC Médullienne doivent ainsi délibérer pour préciser le nombre d'actions cédées, le montant de la transaction, la désignation de l'acquéreur, et autoriser l'exécutif à signer les conventions de cession. Ces conventions prendront la forme de CERFA 2759 et la signature des ordres de mouvement de titres correspondant permettant de mettre à jour la répartition du capital dans les livres sociaux.

Enfin, le Pacte d'actionnaires prévoit un droit de préemption des actionnaires sur les actions cédées par d'autres actionnaires. Une notification de cession des actions doit donc être opérée par chaque cédant auprès des autres actionnaires, suivie le cas échéant d'une décision de ces mêmes actionnaires de ne pas exercer leur droit de préemption.



#### 4.

L'entrée d'un nouvel actionnaire implique par ailleurs d'autoriser la modification des Statuts de la SPL entérinant une nouvelle répartition des administrateurs, ainsi que la signature d'un nouveau Pacte d'actionnaires liée à cette modification.

**S'agissant des Statuts**, la CDC Convergence Garonne doit ainsi siéger au Conseil d'Administration. Le SMICOTOM doit donc autoriser la modification des statuts (article 15.1.2) pour faire évoluer le nombre de sièges d'administrateurs de 14 à 15 sur un total maximal de 18, étant observé que chaque membre dispose *a minima* d'un siège, et que la population (DGF) de la CDC (en lien avec son nombre d'actions) ne lui permet pas -au titre des Statuts- de revendiquer d'autres sièges. La CDC Convergence Garonne disposera également d'un représentant à l'Assemblée Générale de la SPL.

D'une façon générale, le SMICVAL dispose de 5 sièges d'administrateurs, le SEMOCTOM 3 sièges, le SICTOM Sud Gironde et le SMICOTOM 2 sièges chacun, les CDC Médoc Estuaire, Médulienne et Convergence Garonne 1 siège chacune.

Le Règlement intérieur, annexé aux Statuts (cf. pièce jointe), sera le cas échéant amendé pour prendre en compte, au titre de son préambule, l'entrée au capital de la CDC Convergence Garonne.

**S'agissant du pacte d'actionnaires**, il doit intégrer la CDC Convergence Garonne, ce qui suppose incidemment la signature d'un nouveau Pacte (cf. projet de Pacte en pièce jointe).

En outre, le pacte actuel prévoyait l'intégration d'un nouvel actionnaire exclusivement par le biais d'une augmentation de capital. Or cette augmentation de capital ne sera réalisable légalement et autorisée qu'après le 30 juin 2022, lorsque la montée en capital sera arrivée à son terme (de 225 000 € à 1 250 000 €). Ce point doit donc être revu.

\* \* \*

Pour rappel, par délibération n° 2020/25 en date du 22 septembre 2020, le SMICOTOM a :

- nommé Messieurs FEVRIER et ESCHENBRENNER au sein du Conseil d'Administration pour représenter le SMICOTOM ;
- nommé M. FEVRIER à l'Assemblée Générale de la SPL pour représenter le SMICOTOM.

\* \* \*

- ✚ Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- ✚ Vu les Statuts et le règlement intérieur de la SPL TRIGIRONDE ;
- ✚ Vu le Pacte d'actionnaires signé le 13 juin 2019 de la SPL TRIGIRONDE ;
- ✚ Vu la délibération du 03 novembre 2020 relative à la nomination des représentants au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SPL TRIGIRONDE
- ✚ Vu la délibération du 24 Février 2022 de la CDC Convergence Garonne approuvant son adhésion à la SPL TRIGIRONDE

*Après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité des membres présents et représentés,*



- **APPROUVE** le principe général de cession des actions par les 6 actionnaires de la SPL TRIGIRONDE à la CDC Convergence Garonne afin que cette dernière puisse faire l'acquisition de 3,82% du capital de la SPL (NB : ce taux correspondant à sa population DGF -base 2017- qui a servi au calcul du pourcentage d'apport en capital lors de la création de la SPL) ;
- **DECLARE NE PAS EXERCER** son droit de préemption en application du Pacte d'actionnaires, s'agissant de la cession :
  - des actions du SMICVAL du Libournais Haute-Gironde pour un montant de **18 896 €**,
  - des actions du SEMOCTOM pour un montant de **11 491 €**,
  - des actions du SICTOM Sud Gironde pour un montant de **5 918 €**,
  - des actions de la CDC MEDOC ESTUAIRE pour un montant de **2 476 €**,
  - des actions de la CDC MEDULLIENNE pour un montant de **1 898 €**,

En conséquence, la notification du refus d'exercer le droit de préemption sera effectuée par Monsieur le Président en conformité avec le Pacte d'actionnaires de la SPL.

- **APPROUVE** la cession de 7 049 actions, pour un montant de 7 049 € au bénéfice de la CDC Convergence Garonne ;
- **DIT QUE** les conventions de cession des actions prendront la forme d'un CERFA 2759 avec un ordre de mouvement de titres correspondant permettant de mettre à jour la répartition du capital dans les livres sociaux. ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son Représentant à signer lesdites conventions de cession des actions à intervenir ;
- **APPROUVE** la modification des Statuts de la SPL TRIGIRONDE, tel que décidé le cas échéant en Assemblée Générale de la SPL, entérinant la nouvelle répartition des administrateurs faisant suite à l'entrée d'un nouvel actionnaire. Outre la mention de l'entrée au capital de la CDC Convergence Garonne selon les termes financiers susvisés, l'article 15.1.2 des Statuts est modifié pour faire évoluer le nombre de sièges d'administrateurs de 14 à 15 sur un total maximal de 18, la CDC Convergence Garonne disposant du siège supplémentaire ;
- **APPROUVE** la modification du Règlement intérieur annexé aux Statuts pour tenir compte dans le préambule dudit règlement de l'entrée au capital de la CDC Convergence Garonne ;
- **APPROUVE** le nouveau Pacte d'actionnaires selon modifications apparentes jointes ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son Représentant à signer le nouveau pacte d'actionnaires, tel que joint en annexe à la présente délibération, et sous réserve de la délibération concordante de l'ensemble des actionnaires ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son Représentant à signer l'ensemble des pièces nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

**Pas d'observation – Unanimité**



**AFFAIRE N° 2021/24**  
**BUDGET PRINCIPAL 2021 – DECISION MODIFICATIVE N°1**

**Rapport :**

*Monsieur le Président indique que les crédits inscrits à certains articles du budget principal du SMICOTOM au titre de l'année 2021 s'avérant insuffisants du fait de la cession des actions de TRIGIRONDE ainsi que le rachat d'un matériel pour le traitement du biogaz, il est nécessaire de procéder :*

- ⇒ A un virement de crédits sur la section d'investissement – recettes
- ⇒ A un virement de crédits sur la section d'investissement – dépenses

*Monsieur le Président propose les mouvements de crédits ci-dessous mentionnés en section d'investissement, selon le détail ci-joint :*

**Un virement de crédits sur la section d'investissement – recettes**

Afin d'acter financièrement la cession d'actions de la SPL TRIGIRONDE pour l'entrée au capital de la CDC Convergence Garonne, il est nécessaire de prévoir les crédits liés à cette opération et actés à travers la délibération n°2021/23.

<b>Intitulés des comptes</b>	<b>Diminution</b>			<b>Augmentation</b>		
	<i>Art</i>	<i>Prog</i>	<i>Montant</i>	<i>Art</i>	<i>Prog</i>	<i>Montant</i>
<b>Produits cessions d'immobilisations</b>	024	HP	7 050.00 €			
<b>Titres de participation</b>				261	HP	7 050.00 €
<b>Cessions d'actions</b>						
<b>TOTAL</b>			<b>7 050.00 €</b>			<b>7 050.00 €</b>



### **Un virement de crédits sur la section d'investissement – dépenses**

La société biogaz INVEST assure la valorisation du biogaz provenant de l'installation de stockage du site de Naujac sur Mer. Nous avons été alertés du fait que cette société se trouvait en situation de liquidation judiciaire. Le mandataire s'est rapproché du SMICOTOM afin de savoir s'il avait un intérêt à racheter cette installation.

Pour rappel, la valorisation du biogaz de notre installation de stockage permet au SMICOTOM de bénéficier d'un taux de Taxe Générale sur les Activités Polluantes TGAP réduit.

A titre d'exemple sur l'année 2021,

- Installation avec valorisation du biogaz : TGAP = 30 euros/tonne
- Installation sans valorisation du biogaz : TGAP = 54 euros/tonne

Soit une économie de plus de 600 000 euros sur l'année 2021 (pour 26 500 tonnes enfouies).

Le SMICOTOM a donc fait une proposition de rachat de cette installation de valorisation du biogaz avec, pour condition, la reprise du contrat de revente de l'électricité produite.

Les recettes de la revente de l'électricité (180 000 euros) permettraient d'équilibrer largement l'investissement et le contrat d'entretien et d'exploitation de cette installation, tout en garantissant le taux réduit de TGAP.

Il convient, donc, de prévoir les crédits nécessaires en prévision d'une issue favorable à cette négociation.

<b>Intitulés des comptes</b>	<b>Diminution</b>			<b>Augmentation</b>		
	<b>Art</b>	<b>Prog</b>	<b>Montant</b>	<b>Art</b>	<b>Prog</b>	<b>Montant</b>
<b>Installations générales, agencements des constructions</b>	2135	313	200 000.00 €			
<b>(Rachat matériel biogaz) Autres installations, matériels et outillages techniques</b>				2158	306	200 000.00 €
<b>TOTAL</b>			<b>200 000.00 €</b>			<b>200 000.00 €</b>

Après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **APPROUVE** la prise en compte des mouvements de crédits ci-dessus mentionnés en section d'investissement

**Pas d'observation – Unanimité**



**AFFAIRE N° 2021/25**

**DELIBERATION COMPLEMENTAIRE CONCERNANT LA MISE EN PLACE DU NOUVEAU  
REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE  
L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL R.I.F.S.E.E.P (I.F.S.E et C.I.A)  
POUR LA FILIERE ADMINISTRATIVE DE CATEGORIE A**

*Le Comité syndical du SMICOTOM,*

*Sur rapport du Président,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,*

*Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,*

*Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,*

*Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des Magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,*

*Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,*

*Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,*

*Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,*

***Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 modifiant le décret n°91-875 du 6 septembre 1991, tous les cadres d'emplois sont désormais éligibles au RIFSEEP à l'exception des cadres d'emplois de la filière police municipale et de la filière sapeurs-pompiers et des cadres d'emplois d'assistants et de professeurs d'enseignement artistique.***

*Vu la délibération n°2017/4 du 16/02/2017 instaurant la mise en place du R.I.F.S.E.E.P pour la filière administrative (catégorie C et B), à compter du 1<sup>er</sup> avril 2017,*

*Vu la délibération n°2018/18 du 28/06/2018 instaurant la mise en place du R.I.F.S.E.E.P pour la filière technique (catégorie C), à compter du 1<sup>er</sup> août 2018,*



*Vu la délibération n°2020/14 du 30/06/2020 instaurant la mise en place du R.I.F.S.E.E.P pour la filière technique (catégories A et B), à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2020,*

*Vu l'avis du CTP en date du .....relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du R.I.F.S.E.E.P **aux agents de la filière administrative de catégorie A:***

*Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel est composé de deux parties :*

- 1) L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,*
- 2) Le complément indemnitaire annuel (C.I.A) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.*

## ***I. MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E)***

### ***Article 1 : Le principe***

*L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E) vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise des critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.*

*Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.*

*Chaque emploi ou cadres d'emplois est répartis entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :*

- 1) Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception notamment au regard de :*
  - Responsabilité en matière d'encadrement*
  - Responsabilité en matière de coordination*
  - Responsabilité en matière d'animation*
  - Responsabilité en matière d'élaboration et suivi des projets stratégiques*
  - Responsabilité en matière de conduite de projet*



2) *Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :*

- *Maîtrise des logiciels*
- *Connaissances nécessaires à l'expertise*
- *Complexité/traitement des dossiers et des projets*
- *Niveau de qualification*
- *Autonomie*
- *Initiative*
- *Simultanéité des tâches*

3) *Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :*

- *Vigilance*
- *Relations avec le public et les collègues*
- *Des contraintes horaires*
- *Des contraintes physiques*
- *De l'exposition au stress*
- *De la confidentialité*

## **Article 2 : Les bénéficiaires et cadres concernés**

*Le Président propose d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique de l'Etat : l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E) aux :*

- *Agents titulaires à temps complets, à temps non complets et à temps partiel,*
- *Agents non titulaires de droit public en qualité de travailleurs reconnus handicapés à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,*

*Bénéficiaires conditionnés* (à temps complets, à temps non complets et à temps partiel) :

*Les agents suivants peuvent percevoir l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E) lorsqu'ils en bénéficient quelle que soit leur durée d'emploi :*

- *Agents non titulaires remplaçants des agents momentanément indisponibles pour maladie,*
- *Agents non titulaires remplaçants des agents momentanément indisponibles pour motifs autres que maladie (maternité, congé parental, formation..)*
- *Agents non titulaires recrutés pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activités,*
- *Agents non titulaires sur emplois permanents spécifiques (hors remplacement ou renfort) :*
  - *Faire face à la vacance temporaire d'un emploi à la suite d'une candidature infructueuse n'ayant pas pris de recruter d'un fonctionnaire (article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984)*





- En l'absence d'un cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions (article 3-3, 1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984)
- Pour pouvoir n'emploi de catégorie A lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté = chargé de mission (article 3-3, 2° de la loi du 26 janvier n°84-53 du 26 janvier 1984)

Les agents mis à disposition auprès de la structure ne perçoivent pas de régime indemnitaire (régime indemnitaire géré par la structure employeur mettant à disposition).

Dans notre syndicat, **les cadres d'emplois complémentaires concernés** sont (décrets parus):

- Attachés territoriaux,

### **Article 3 : La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :**

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

- **Catégorie A :**

<b>IFSE : Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise</b>		
<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi</i>		
<b>Pour le grade des Attachés territoriaux</b>		
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Montants annuels maxima non logés</i>
Groupe 1	Direction d'une collectivité (DGS...)	36 210.00€
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité, (direction d'un groupe de services)	32 130.00 €
Groupe 3	Responsable d'un service	25 500.00 €
Groupe 4	Adjoint au responsable de service	20 400.00 €

### **Article 4 : Le réexamen du montant de l'I.F.S.E**

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen :

- ❖ En cas de changement de fonctions,
- ❖ Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de



- l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation.....),*
- ❖ *En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.*

### **Article 5 : Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E**

*Comme c'était déjà le cas avec le régime indemnitaire précédent, l' I.F.S.E sera diminué à raison de 1/30<sup>ème</sup> pour les congés de maladie ordinaire (y compris accident de service et maladie professionnelle), de longue maladie, de longue durée et grave maladie.*

*Par contre, pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.*

*En outre, l'I.F.S.E pourra être diminuée ou supprimée en cas de sanction disciplinaire.*

### **Article 6 : Périodicité de versement de l'I.F.S.E**

*Elle sera versée mensuellement sur la base de 1/12<sup>ème</sup> du montant annuel individuel attribué.*

*Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.*

### **Article 7 : Clause de revalorisation (possible si l'assemblée délibérante vote les montants maxima fixés par les textes réglementaires)**

*Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.*

### **Article 8 : La date d'effet**

*Les dispositions de la présente délibération pour les grades complémentaires prendront effet au 1<sup>er</sup> juillet 2021.*

## **II. MISE EN PLACE DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (C.I.A)**

### **Article 1 : Le principe et critères d'attribution**

*Le complément indemnitaire annuel (C.I.A) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.*

*Il est proposé d'attribuer individuellement aux agents un coefficient de prime appliqué au montant de base et pouvant varier de 0 à 100 %.*

*Ce coefficient sera déterminé à partir des résultats de l'ensemble des indicateurs de sa manière de servir et de son engagement professionnel, spécifiés dans la grille du compte*



*rendu d'entretien professionnel de l'année N-1, notamment, l'atteinte des objectifs individuels et de services, les savoirs -faire et les savoirs-être acquis et développés et correspondant aux quatre critères d'évaluation prévus dans le cadre réglementaire de l'entretien professionnel, à savoir :*

- *La valeur professionnelle*
- *L'investissement personnel*
- *Le sens du service public*
- *La capacité de travailler en équipe*
- *La capacité à s'adapter aux exigences du poste*
- *Le travail avec les partenaires*

**Grille d'appréciation du niveau de satisfaction et coefficients de modulation :**

<b><i>Appréciation des résultats de l'évaluation individuelle et de la manière de servir</i></b>	<b><i>Coefficient de modulation individuelle</i></b>
<i>Agent très satisfaisant dans l'accomplissement de ses fonctions</i>	<i>75 % - 100 %</i>
<i>Agent satisfaisant dans l'accomplissement de ses fonctions</i>	<i>50 % - 75 %</i>
<i>Agent peu satisfaisant dans l'accomplissement de ses fonctions</i>	<i>25 % - 50 %</i>
<i>Agent insatisfaisant dans l'accomplissement de ses fonctions</i>	<i>0 % - 25 %</i>

*Sur la base du compte rendu de l'entretien d'évaluation établi par le responsable hiérarchique, le service ressources humaines synthétisera l'ensemble des propositions reçues et en calculera l'incidence financière. La direction procédera ensuite aux harmonisations éventuellement nécessaires et transmettra sa proposition d'attribution du CIA à l'autorité territoriale qui validera et arbitrera si nécessaire.*

*Le montant du complément indemnitaire annuel (CIA) n'excédera pas :*

- *15% du plafond global du RIFSEEP pour les fonctionnaires de catégorie A,*
- *12% du plafond global du RIFSEEP pour les fonctionnaires de catégorie B,*
- *10% du plafond global du RIFSEEP pour les fonctionnaires de catégorie C,*

**Article 2 : Les bénéficiaires**

*Le Président propose d'instituer selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique de l'Etat : le complément indemnitaire annuel (C.I.A) aux :*

- *Agents titulaires à temps complets, à temps non complets et à temps partiel,*
- *Agents non titulaires de droit public en qualité de travailleurs reconnus handicapés à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,*



Bénéficiaires conditionnés (à temps complets, à temps non complets et à temps partiel) :

Les agents suivants peuvent percevoir le complément indemnitaire annuel (CIA) à compter de la **durée minimum d'emploi de 1 an** :

- Agents non titulaires remplaçants des agents momentanément indisponibles pour maladie,
- Agents non titulaires remplaçants des agents momentanément indisponibles pour motifs autres que maladie (maternité, congé parental, formation..)
- Agents non titulaires recrutés pour faire face à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activités,
- Agents non titulaires sur emplois permanents spécifiques (hors remplacement ou renfort) :
  - Faire face à la vacance temporaire d'un emploi à la suite d'une candidature infructueuse n'ayant pas permis de recruter d'un fonctionnaire (article 3-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984)
  - En l'absence d'un cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions (article 3-3, 1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984)
  - Pour pouvoir n emploi de catégorie A lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté = chargé de mission (article 3-3, 2° de la loi du 26 janvier n°84-53 du 26 janvier 1984)

Les agents mis à disposition auprès de la structure ne perçoivent pas de régime indemnitaire (régime indemnitaire géré par la structure employeur mettant à disposition).

Dans notre syndicat, **les cadres d'emplois complémentaires concernés** sont (décrets parus):

- Attachés territoriaux,

### **Article 3 : La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :**

Chaque part du C.I.A correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.



Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants :

➤ **Catégorie A :**

<b>CIA : complément indemnitaire annuel</b>			
<i>Répartition des groupes de fonctions par emploi</i>			
<b>Pour le grade des Attachés territoriaux</b>			
<i>Groupes de fonctions</i>	<i>Emplois</i>	<i>Montants annuels maxima non logés</i>	<i>Pourcentage de variation</i>
Groupe 1	Direction d'une collectivité (DGS...)	6 390.00 €	Entre 0% et 100% du montant annuel maximum
Groupe 2	Direction adjointe d'une collectivité, direction d'un groupe de services	5 670.00 €	Entre 0% et 100% du montant annuel maximum
Groupe 3	Responsable d'un service	4 500.00 €	Entre 0% et 100% du montant annuel maximum
Groupe 4	Adjoint au responsable de service	3 600.00 €	Entre 0% et 100% du montant annuel maximum

**Article 4 : Les modalités de maintien ou de suppression du C.I.A :**

Le montant du complément indemnitaire pourra varier en fonction des absences (**sont exclues les autorisations exceptionnelles d'absence, les congés annuels, congé de maternité et congé de paternité**) de l'année N-1 comme suit :

<b>Jours d'absence</b>	<b>0-7 jours</b>	<b>8-14 jours</b>	<b>15-30 jours</b>	<b>31-90 jours</b>	<b>Au-delà du 91<sup>ème</sup> jour</b>
<b>Modulation du CIA</b>	100%	85%	70%	50%	0%

**Article 5 : Périodicité de versement du C.I.A :**

Le complément indemnitaire annuel fera l'objet **d'un versement annuel**.

Le coefficient attribué sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.



*L'attribution individuelle du C.I.A décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.*

*Le montant est proratisé en fonction du temps de travail, ainsi que de la durée effective de service en cas de cessation de fonctions en cours d'année (départ à la retraite, mutation,...). Dans ce dernier cas, le versement aura lieu lors du dernier mois rémunéré.*

*En cas de changement de groupe de fonction et notamment d'un passage du groupe C à B ou B à A en cours d'année, l'évaluation annuelle portera sur le poste dont la durée occupée par l'agent sera la plus longue sur l'année évaluée. Le montant versé sera celui correspondant au poste évalué.*

**Article 6 : Clause de revalorisation (possible si l'assemblée délibérante vote les montants maxima fixés par les textes réglementaires)**

*Les montants maxima (plafonds) évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.*

**Article 7 : La date d'effet**

*Les dispositions de la présente délibération pour les grades complémentaires prendront effet au **1<sup>er</sup> juillet 2021**.*

**III. LES REGLES DE CUMUL DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (R.I.F.S.E.E.P)**

*L'I.F.S.E et le complément indemnitaire annuel (C.I.A) sont exclusifs, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature.*

*Le R.I.F.S.E.E.P ne pourra pas se cumuler avec :*

- ❖ *L'indemnitaire forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS),*
- ❖ *L'indemnité d'administration et de technicité (IAT),*
- ❖ *L'indemnité d'exercice de missions des préfetures (IEM),*
- ❖ *L'indemnité spécifique de service (ISS),*
- ❖ *La prime de service et rendement PSR)*

*L'I.F.S.E est en revanche cumulable avec :*

- ❖ *L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),*
- ❖ *La NBI,*
- ❖ *Le SFT et indemnité de résidence,*
- ❖ *Les dispositifs comprenant les pertes de pouvoir d'achat (exemples : indemnités compensatrice pour les contractuels, indemnité différentielle, GIPA....),*
- ❖ *Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires : IHTS.....).*



*L'arrêté en date du 27/08/2015 précise par ailleurs que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P), est cumulable avec les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n°2000-815 du 25/08/2000.*

*L'attribution individuelle de l'I.F.S.E et du C.I.A décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.*

*Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.*

*Après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité des membres présents et représentés,*

***INTEGRE*** le cadre d'emploi des « attachés » afin qu'ils bénéficient du RIFSEEP (IFSE et CIA) au même titre que les autres cadres d'emplois des différentes filières à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2021.

***Pas d'observation – Unanimité***

<p style="text-align: center;"><b>AFFAIRE N° 2021/26</b> <b>ADOPTION DU CONTRAT DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE</b></p>
--

**Rapport :**

*Considérant que pour accompagner la relance dans les territoires, le gouvernement propose aux intercommunalités et à leurs groupements de signer un nouveau type de contrat : les « contrats de relance et de transition écologique » (CRTE).*

*La circulaire du Premier ministre du 20 novembre 2020 relative à l'élaboration des contrats territoriaux de relance et de transition écologique confirme la contractualisation comme le mode de relation privilégié entre l'État et les territoires, associés à la territorialisation du plan de relance. Le CRTE, conclu pour la période 2021-2026, définit ainsi un cadre de partenariat et ses modalités de mise en œuvre pour réussir collectivement la transition écologique, économique, sociale et culturelle du Médoc.*

*Considérant que les préfets sont chargés de conduire l'élaboration de ces nouveaux contrats qui devront être signés avec les collectivités d'ici la fin juillet 2021.*

*Considérant que le projet du SMICOTOM concernant la restructuration d'un pôle de gestion des déchets dans la zone d'activité de Saint Laurent Médoc a été retenu dans le CRTE.  
D'ailleurs, Mr le Président en rappelle l'origine :*

*« Ces dernières années, l'évolution règlementaire dans notre activité a été riche. Ceci ayant pour répercussions la fermeture du centre de tri de Saint Laurent Médoc exploité en régie par le Syndicat en mars 2019 et la diminution de 50% de notre capacité d'enfouissement sur le centre de stockage de Naujac sur Mer, d'ici 2025.*



*Le SMICOTOM se retrouve devant l'obligation de transférer un volume important de déchets, soit plus de 10 000 tonnes d'ordures ménagères résiduelles et plus de 6 500 tonnes d'emballages et papiers, et ce malgré la politique de prévention que l'on souhaite accentuer*

*Le projet comporte notamment le démantèlement du centre de tri, la création d'un quai de transfert, le réaménagement des locaux administratifs du Syndicat et de la SEMMGED – société publique locale en charge de la collecte des déchets. Nous envisageons, également à travers ce projet, de libérer de la surface pour faciliter l'implantation d'un projet d'une structure de l'économie sociale et solidaire.*

*Il s'agit, donc, d'un projet « industriel » essentiel à l'activité de notre syndicat et plus largement à la gestion des déchets du Nord Médoc, qui s'inscrit pleinement dans la transition écologique, cœur de notre métier. »*

*Après en avoir délibéré, le Comité syndical à l'unanimité des membres présents et représentés,*

- **ADOPTÉ** le projet de contrat de relance et de transition écologique présentés en annexe ;
- **VALIDÉ** le principe de signature d'un CRTE avec l'Etat ;
- **ELABORE** une fiche action décrivant le projet de restructuration du pôle de gestion des déchets du SMICOTOM sur la commune de Saint Laurent Médoc ;
- **AUTORISE** le Président à signer ce CRTE, ainsi que tout document afférant à ce dossier.

**Pas d'observation – Unanimité**

Décisions du Président :

- **DP/2021-09** : Contrat de maintenance et assistance technique logiciel / matériel CERIG – dématérialisation GED COMPTA avec scanner canon cr-125
- **DP/2021/10** : Contrat de location longue durée d'un terminal de paiement électronique
- **DP/2021/12** : Contrat de maintenance logiciel CERIG
- **DP/2021/13** : Contrat de collecte des masques chirurgicaux

Questions diverses :

Monsieur GRELLETY (Hourtin) : « A- t-on des chiffres en ce qui concerne le volume de masques collectés à ce jour ? »

Monsieur BARREAU : « Non, car nous n'avons pas suffisamment de recul. La collecte des masques a débuté il y a seulement 15 jours. Nous effectuerons un point d'étape à l'issue de la période estivale ».

Monsieur GRELLETY : « Ce dispositif arrive effectivement un peu tard. Nous ramassons des masques tous les jours sur les plages ».

Monsieur BARREAU évoque la problématique des collectes effectuées à l'intérieur du CHM et EURONAT. Les camions de collecte rentrent sur un domaine privé.





*Lors d'une réunion avec Florence LEGRAND, les représentants du SMICOTOM ont exposé les diverses raisons pour lesquelles à partir de 2022, les camions ne collecteraient plus à l'intérieur de ces 2 établissements : à savoir, les problèmes de voirie, les risques d'accidents, etc...*

*Madame LEGRAND a répondu qu'il était impossible de mettre 300 bacs à l'extérieur.*

*Monsieur PIQUEMAL : « Il s'agit aussi d'un problème d'équité par rapport à nos concitoyens et aux autres professionnels. Certains campings amènent les bacs à l'extérieur de leur établissement. Donc EURONAT doit trouver de solutions (la location d'un petit camion de collecte par exemple ...).*

*Monsieur GRELLETY : « Des poches ordures ménagères sont déposées par des usagers au niveau des colonnes à verre. Est-ce qu'il ne serait pas judicieux de créer une application afin d'indiquer aux résidents secondaires un endroit où mettre leurs déchets avant leur départ ».*

*Monsieur PIQUEMAL : « Sur la commune de Vensac, les personnes en résidence secondaire ont à leur disposition un emplacement avec des containers dans lesquels ils ont la possibilité de déposer leurs déchets avant leur départ. Au niveau des colonnes à verre des caméras sont installées lorsque cela est possible. Les personnes qui laissent leurs bacs à l'extérieur toute la semaine, ont une amende. »*

*Monsieur LAPEYRE : « Une application SMICOTOM sera bientôt disponible. Chaque usager pourra renseigner son adresse et lui sera alors indiqué les différents points de collecte du verre, les jours de collecte emballages et ordures ménagères, les horaires et adresse des déchèteries, etc.... »*

*Monsieur RAYNAUD : « Je ne pense pas que des solutions technologiques (application) suppriment les incivilités. Il n'existe que 2 choses pour lutter contre l'incivilité : l'éducation et les sanctions. »*

*Monsieur BUGGIN souhaiterait que l'on revoie le planning d'ouverture de la déchèterie d'Ordonnac.*

***L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 10H28***

